



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

M_DL240415_048

MARCHES PUBLICS - FOURNITURE DE COMBUSTIBLE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - MARCHÉ - LANCEMENT - SIGNATURES - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Le marché d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux par adoucisseurs des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des Résidences pour personnes âgées pour le CCAS de Montivilliers, arrive à échéance le 31 août 2024.

Aujourd'hui, afin de permettre une bonne continuité de ce service et d'entretien de nos installations, une nouvelle consultation doit donc être lancée pour la Ville et le CCAS de Montivilliers, pour un marché à effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée totale de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

Un avenant de prolongation du contrat actuel vous sera présenté lors du conseil municipal du 24 juin pour couvrir la période de chauffe du 1^{er} septembre 2024 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et notifier les accords-cadres ;
- que la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission d'appel d'offres du groupement ;
- que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre marché.

Le marché sera constitué des prestations suivantes dont les montants de dépenses annuels sont estimés à :

- Poste P1 : fourniture de combustible :

Ville de Montivilliers : 597.500 euros HT, soit 717.000 euros TTC

CCAS - Résidence Eau Vive : 37.500 euros HT, soit 45.000 euros TTC

- Poste P2 : entretien courant des installations de production et de distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de traitement des eaux par adoucisseurs, de traitement d'air et de climatisation de l'ensemble des équipements techniques :

Ville de Montivilliers : 144.916,67 euros HT, soit 173.900 euros TTC

CCAS - Résidence Eau Vive : 14.266,67 euros HT, soit 17.120 euros TTC

CCAS - Résidence Beauregard : 583,33 euros HT, soit 700 euros TTC

Les travaux importants sur les installations de chauffage (changement de chaufferie, radiateurs...) seront effectués sur devis.

Le montant maximum annuel de commande est fixé à :

Ville de Montivilliers : 67.000 euros HT, soit 80.400 euros TTC

CCAS - Résidence Eau Vive : 42.000 euros HT, soit 50.400 euros TTC

CCAS - Résidence Beauregard : 17.000 euros HT, soit 20.400 euros TTC

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8

CONSIDÉRANT

- que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes ;

- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer un marché d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des Résidences pour personnes âgées pour le CCAS de Montivilliers ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation du marché d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des Résidences pour personnes âgées pour le CCAS de Montivilliers,

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer** cette convention ;

- **D'autoriser Monsieur le Maire à lancer** la consultation publique relative à la passation du marché d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer** les accords-cadres propres à la Ville de Montivilliers avec la société qui sera désignée à l'issue de la procédure de consultation publique.

Imputation budgétaire

Exercice 2025 et suivants

Budget principal **Ville de Montivilliers**

Sous-fonction et rubrique : Toutes fonctions selon les bâtiments

Nature et intitulé :

P1 : 60613 : Chauffage urbain

P2 : 6156 : Maintenance

Travaux : 21351 – Installations générales, agencements, aménagement des constructions

Montant de la dépense :

Estimatif annuel P1 : 597.500 euros HT, soit 717.000 euros TTC

Estimatif annuel P2 : 144.916,67 euros HT, soit 173.900 euros TTC

Travaux : maxi annuel de commande : 67.000 euros HT, soit 80.400 euros TTC

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

